

Pourquoi la suppression de l'épreuve de culture générale nivelle par le bas le recrutement des hauts fonctionnaires

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 21 février 2020

Source [Boulevard Voltaire] Après avoir reçu officiellement, le 18 février, le rapport de Frédéric Thiriez sur la haute fonction publique, demandé par Emmanuel Macron, Édouard Philippe et le gouvernement vont étudier les 42 propositions, et notamment celle qui prévoit un degré de discrimination positive pour entrer à l'[ENA](#).

Réforme de la haute fonction publique. L'ex-président de la Ligue de football professionnel, Frédéric Thiriez doit remettre mardi le résultat de sa mission au Premier ministre. Ce rapport contient 42 propositions. Qu'en ressort-il ?

Il en ressort un certain nombre de propositions qui sont pour le moins sujettes à caution. La discrimination positive fait partie de celles-ci. Elle est officiellement mise en place par l'institution de quotas. Ils vont aller au-delà de la procédure prévue par Science Po, puisqu'ils vont réserver entre 10 et 15 % de l'effectif total à des candidats issus de filières avec des concours particuliers sur des critères socio-économiques. Personne n'est dupe. Je suis un fervent et radical opposant à toutes formes de discriminations positives. Cela me plaît donc moyennement.

Il y a aussi la suppression du classement de sortie. Je ne sais pas comment les ministères vont recruter leurs futur hauts fonctionnaires. À partir du moment où on supprime quelque chose d'assez égalitaire comme la sélection de sorties, ils mettront en place des entretiens d'embauche. C'est la porte ouverte à toutes formes de népotisme et de copinage.

Est-ce la fin de la méritocratie ?

Je pense que oui. Il en est du concours administratif comme ce que disait naguère Churchill de la démocratie. C'est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres. Le classement de sortie, comme le concours d'entrée, n'est pas un système parfait. Il n'y a d'ailleurs pas de système parfait. Mais cela garantissait au moins une certaine forme d'équité et d'égalité face à l'emploi public. Ce qui est prévu par la réforme, ce n'est ni plus ni moins qu'un nivellement par le bas et une destruction. L'autre proposition qui me fait dresser les cheveux sur la tête est la suppression de l'épreuve de culture générale. On va recruter ce qui faisait la puissance, la force et la noblesse de la haute fonction publique. Elle avait une culture générale capable d'embrasser le sujet qu'elle traite à travers le prisme de la pluridisciplinarité. C'est un appauvrissement considérable.

J'ai eu une expérience à l'internationale, je peux vous dire que le système de l'ENA était imparfait, mais il y a rarement eu, voire jamais eu d'erreur de casting. Que ce soit les personnes qui ont fini "dans la botte" ou après. Je ne suis pas sûr que dans le nouveau système, cela sera maintenu.

On critique beaucoup la nouvelle génération de haut-fonctionnaires et de diplomates. On leur reproche cette absence de culture générale comme si on incitait une espèce « d'américanisation » de la diplomatie et de la haute administration française. Partagez-vous ce sentiment ?

Je partage ce sentiment qui ne date pas d'aujourd'hui. J'ai eu la chance de servir la France dans le corps diplomatique pendant des années. À ce titre, j'ai eu la chance de traiter avec des homologues diplomates étrangers, notamment des diplomates occidentaux. Je peux vous dire que le niveau des diplomates français est un cran au-dessus des autres diplomates à l'exception des Britanniques.

À Sciences Po, on a déjà depuis des années supprimé l'épreuve de culture générale. On n'a pas besoin de culture générale quand on instrumentalise l'emploi public à des fins personnelles.

Au-delà de 10 ans après l'ENA, assez peu de personnes restent au service de l'État. Les hauts fonctionnaires qui ont fait l'ENA servent l'État pendant 4 ou 5 ans, se font racheter la pantoufle par les grosses boîtes et vont pantoufler dans les grandes entreprises. Voilà ce qui se passe. L'ENA est une espèce d'HEC ou d'école de commerce à travers laquelle on va prendre le prestige du service de l'État, qu'on va ensuite monnayer avec des salaires mirobolants dans le privé. C'est tout ce système-là qu'il convient de casser. Or, le rapport Thiriez non seulement ne répond pas à ce défi, mais au contraire il le prépare et l'amplifie.